

**AUTORISATION DE SURVOL
DANS LE CŒUR DU PARC NATIONAL DES PYRENEES
- autorisation numéro 2017 - 205 -**

Pétitionnaire : EDF-GEH Adour et Gaves
Adresse : 65400 ARRENS-MARSOUS
Nature de la demande : survol
Localisation : cœur du Parc National des Pyrénées en vallée d'Azun
Dossier suivi par Hélène GABIN, Service Développement

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Pyrénées,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses article L.331-4-1 et R.331-19-2,

Vu le décret numéro 2009-406 du 15 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Pyrénées occidentales aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi no 2006-436 du 14 avril 2006 (*NOR : DEVN0826308D*),

Vu le décret n°2012-1542 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du Parc national des Pyrénées (*NOR : DEVL1234918D*),

Vu l'arrêté du 20 mars 2012 portant application de l'article R.331-19-2 du code de l'environnement (*NOR : DEVL120758A*),

Vu la demande d'autorisation spéciale de survol déposée le 29 juin 2017 par Monsieur Nicolas THEU Responsable Maintenance Locale

Considérant que les activités et travaux décrits dans la demande du pétitionnaire sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

ARRETE

Article 1 – Survol autorisé

Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées autorise EDF GEH Adour et Gaves à organiser des héliportages et survols du cœur du Parc national dans les conditions suivantes :

- Date du survol : 4 juillet 2017 à partir de 8 h
- Point de départ : Plaa d'Aste
- Points d'arrivée : Lacs de Carnau
- Date du survol : 4 juillet 2017 à partir de 15 h 30
- Point de départ : Barrage de Migouélou
- Points d'arrivée : Plaa d'Aste

-
- **Objet du survol : contrôle et maintenance galerie d'Artouste du barrage de Migouélou**
- **Moyens aériens : HDF**
- **Nombre de rotation : 2**
- **En cas d'impossibilité de réaliser le vol à la date précitée, le pétitionnaire s'engage à prévenir Franck Mabrut, chef de secteur d'Azun et M. Christian Plisson, chef de secteur d'Ossau, de la date de report.**

Article 2 – Prescriptions particulières

La réglementation du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de l'activité.

Les prescriptions suivantes seront impérativement respectées pour tous les sites :

- Les trajets seront effectués à haute altitude et dès le début de chaque rotation
- L'hélicoptère doit arriver le plus haut possible (pas de rase-mottes) et descendre le plus à l'aplomb du point de dépose. Les déposes de personnel seront les plus courtes possibles.

Le pétitionnaire précisera son plan de vol auprès du chef du secteur d'Azun du Parc national des Pyrénées (Franck Mabrut : pnp.mabrut@espaces-naturels.fr ; 06 70 50 24 30) et du chef de secteur d'Ossau (Christian Plisson pnp.plisson@espaces-naturels.fr, 06 84 78 69 71)

Article 3 – Contrôles

Les agents assermentés et commissionnés du Parc national des Pyrénées sont chargés de la vérification et de l'application des prescriptions de la présente autorisation.

Le non respect des dispositions de la présente autorisation pourra conduire à la suspension de la présente autorisation et expose son bénéficiaire à des poursuites.


Article 4 – Autres réglementations

La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation spéciale en vigueur dans l'espace cœur du Parc national des Pyrénées. Elle ne se substitue pas aux obligations et autres autorisations éventuellement nécessaires.

Article 5 – Publication

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs du Parc national des Pyrénées, disponible sur www.parc-pyrenees.com.

Fait à Tarbes, le 29 juin 2017


 Pour le Directeur,
 Et par délégation,
 la directrice adjointe
 Marc TISSEIRE
 Directeur du Parc national des Pyrénées
 A. MESTRES

La présente autorisation peut être contestée par recours gracieux, formulé par envoi recommandé, auprès de Monsieur le Directeur du Parc national des Pyrénées, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.